



DÉCISION PORTANT FIXATION DU MONTANT DES CHARGES D'ÉNERGIE AFFÉRENTES AU LOGEMENT DE FONCTION DU GYMNASÉ

Madame le Maire de Cruseilles,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles R. 2124-64 à R. 2124-74 relatifs aux concessions de logement ;

VU le Code général de la fonction publique, notamment ses dispositions relatives aux avantages en nature ;

VU la délibération du Conseil municipal n°2026/48 en date du 05/05/2026 relative aux délégations de fonction consenties au Maire par le Conseil municipal ;

VU la délibération du Conseil municipal n°2025/88 en date du 08/10/2025 fixant les modalités d'attribution et d'usage des avantages en nature, dont la liste des emplois ouvrant droit à un logement de fonction et le principe du remboursement des prestations accessoires (énergies et fluides) ;

VU l'arrêté municipal en date du 10/11/2025 attribuant un logement de fonction par nécessité absolue de service à Monsieur Laurent CLAUDE, agent d'exploitation des équipements sportifs et culturels, situé au 230 avenue des Ebeaux 74350 CRUSEILLES ;

CONSIDERANT que les charges de fluides et d'énergies (électricité, gaz, eau) d'un logement de fonction ne peuvent plus être prises en charge gratuitement par la collectivité et doivent obligatoirement faire l'objet d'un remboursement par l'occupant ;

CONSIDERANT que le logement susmentionné ne dispose pas à ce jour de tous les compteurs de consommation d'énergie indépendants du reste du bâtiment communal, et qu'il convient de fixer une méthode de calcul forfaitaire juste et objective ;

DÉCIDE



ARTICLE 1 :

Les charges d'énergies et de fluides liées à l'occupation du logement de fonction par Monsieur Laurent CLAUDE et Madame Sandra THEIL sont fixées comme suit :

- ➡ Un montant forfaitaire mensuel de 200 € est appliqué pour l'électricité, le gaz et l'eau.

ARTICLE 2 :

Les sommes dues au titre de l'article 1 feront l'objet de l'émission d'un titre de recette pour la période du 18/11/2025 au 31/10/2026 émis par la commune et payable auprès du Trésor public.

ARTICLE 3 :

A compter du 01/11/2026, une facturation au réel sera mise en place après installation des compteurs individuels de consommation d'énergie avec une mise en paiement tous les trois mois à terme échu (soit une première exigibilité au 01/02/2027).

A défaut de compteurs individuels, une facturation sera établie tous les trois mois à terme échu (avec une première exigibilité au 01/02/2027) sur la base de l'article 1 ; le montant fixé dans la présente décision sera révisé annuellement au 01/11/2027, au vu de l'évolution des tarifs des fournisseurs d'énergie.

ARTICLE 4 :

Le Directeur général des services et le comptable du Trésor sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'agent et transmise au contrôle de légalité.

ARTICLE 5 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 :

Il sera rendu compte au Conseil municipal de cette décision conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales.

Fait à Cruseilles, le 1er octobre 2026.

Madame le Maire,
Sylvie MERMILLOD

Certifié exécutoire.

Télétransmise le : - 2 OCT. 2026

Mise en ligne le : - 2 OCT. 2026

